



Cinquante-quatrième session

21 octobre 1999

Documents officiels

Original: français

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 13<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 15 octobre, à 10 heures

*Président:* M. Galluska ..... (République tchèque)**Sommaire**

Point 107 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale

Point 108 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

**Point 107 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale** (A/54/3, A/54/69-E/1999/8 et Add.1, A/54/289, A/54/340, A/C.3/54/2, A/C.3/54/L.3, L.4, L.5, L.6)

**Point 108 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues** (A/54/3, A/54/186, A/54/293-E/1999/119, A/54/314-S/1999/942, A/C.3/54/L.7)

1. **M. Arlacchi** (Secrétaire général adjoint et Directeur exécutif du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime), présente un bilan de la situation en matière de contrôle international des drogues, soulignant que la détermination manifestée lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale a généré un optimisme que l'action engagée a alimenté.

2. La stratégie du Bureau comporte quatre volets dont le premier, axé sur l'information, le plaidoyer et l'appui politique, constitue le fer de lance de la lutte contre la production, le trafic et l'abus des drogues illicites. Partout dans le monde, les experts du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues s'emploient à sensibiliser davantage les gouvernements au caractère mondial de la question et s'associent aux États Membres pour renforcer les politiques visant à réduire la demande de drogues, à faire appliquer les lois et à mettre l'accent sur le développement axé sur les activités de substitution. La publication prochaine du deuxième *World Drug Report* illustre la volonté du PNUCID de présenter les informations les plus complètes possibles.

3. Le deuxième volet de la stratégie concerne l'élimination des cultures illicites, objectif que les États Membres sont convenus d'atteindre d'ici à 2008. Pour cela, le PNUCID propose aux pays intéressés différents projets portant sur le contrôle des cultures illicites d'une part et les activités de substitution d'autre part. Les technologies nouvelles, notamment les satellites et Internet, combinées aux progrès de la recherche, ont révolutionné les méthodes de contrôle international des drogues et, avec l'aide du PNUCID, de nombreux pays seront bientôt en mesure d'évaluer eux-mêmes l'importance des cultures illicites sur leur territoire.

4. Il ressort de l'expérience acquise en 25 ans que les activités de substitution sont le meilleur moyen de mettre fin à la dépendance économique des agriculteurs qui s'adonnent aux cultures illicites et d'améliorer les conditions de vie de communautés entières, de créer des marchés et de diversifier les économies. Le Directeur exécutif l'a

personnellement constaté au nord de la Thaïlande, au Pakistan, en Turquie et au Vietnam, où ces cultures ont quasiment cessé d'exister. L'une des priorités du PNUCID est d'obtenir des résultats comparables au Laos, troisième pays producteur d'opium. Un accord en ce sens a été signé en mai 1999 avec le Gouvernement laotien, et le PNUCID s'emploie à trouver les ressources nécessaires au financement des activités de substitution. L'existence de solutions n'en dispense pas moins la communauté internationale de consentir des efforts sans réserve pour rompre le cycle économique sur lequel reposent les cultures illicites.

5. C'est en Afghanistan et au Myanmar, où le PNUCID n'a pas encore réussi à mettre pleinement en œuvre sa stratégie, que l'élimination de la culture du pavot à opium est la plus problématique. Des conditions météorologiques particulièrement favorables et l'extension des superficies cultivées ont permis de récolter 4 600 tonnes d'opium en 1999, soit 70 % de plus qu'en 1998 : à l'heure actuelle, l'Afghanistan produit 75 % de l'opium récolté dans le monde. Aussi inadmissibles que soient ces chiffres, la situation politique et l'insécurité qui règnent dans le pays ne permettent aucune intervention efficace. Le fatalisme n'est toutefois pas de mise et il faut au moins essayer de maîtriser le problème de la production de drogues en Afghanistan. À cet égard, le Directeur exécutif se félicite du succès des activités engagées au Tadjikistan, notamment, pour accroître les capacités de détection et de répression en matière de drogues. Les sept pays frontaliers de l'Afghanistan serviront de rempart de sécurité empêchant l'extension de la culture d'opium et de la production d'héroïne aux pays voisins. M. Arlacchi demande instamment à la communauté internationale d'adopter une position politique qui mette l'accent sur la gravité du problème de la drogue en Afghanistan.

6. En ce qui concerne la production de cocaïne, les pays andins ont élaboré des plans d'activité économique dans lesquels les programmes de substitution sont utilisés comme un moyen de mettre fin à la dépendance économique vis-à-vis de la cocaïne en même temps qu'à la production de cette drogue. La Bolivie détruira cette année 14 000 hectares de culture illicite de cocaïer pour ne conserver qu'un sixième de la superficie cultivée il y a 10 ans au moment d'entrer dans le nouveau millénaire et, au Pérou, la culture du cocaïer n'occupait plus que 51 000 hectares en 1998, contre 129 000 hectares en 1992. Le Directeur exécutif se dit persuadé que, n'était la situation actuelle, la Bolivie aurait pu afficher des résultats comparables, d'autant que le Président et son gouvernement sont déterminés à régler pacifiquement le conflit civil et se sont donné pour priorité d'éliminer la cocaïne et l'opium dans

le pays. Le soutien de la communauté internationale aux activités de substitution est plus important que jamais : mettre fin à la dépendance économique vis-à-vis des drogues est le meilleur moyen de garantir qu'il n'y aura pas de replantation.

7. Le troisième volet de la stratégie du Bureau vise la suppression du trafic illicite de drogues. Le PNUCID organise la coopération entre les organismes chargés de l'application des lois relatives aux drogues afin d'en renforcer l'efficacité à l'échelle internationale et ses programmes sont conçus pour aider les États Membres à respecter les normes convenues à l'échelle internationale dans les laboratoires où sont testées les drogues. Il incombe certes à chaque État de faire respecter lui-même la loi, mais le Bureau transmet aux responsables des systèmes pénaux nationaux et aux autorités sanitaires des informations fiables concernant l'offre de drogues illicites. Le programme mis en œuvre au Tadjikistan est un excellent exemple de la manière dont le Bureau met son savoir-faire au service de la création d'organismes de répression du trafic de drogues.

8. Le quatrième volet de la stratégie est axé sur la réduction de la demande de drogues. Pour offrir une solution satisfaisante, il faut d'abord bien comprendre la nature, la portée et l'ampleur du problème; le Bureau a lancé un programme mondial d'évaluation dans le cadre duquel il inventoriera également les pratiques optimales. L'accent est mis sur la nécessité d'aider les États Membres à déterminer leur situation particulière, et donc de disposer de statistiques plus précises permettant des réponses plus concrètes.

9. Pour en finir avec la question du contrôle international des drogues, le Directeur exécutif souligne que, contrairement au mythe répandu jusqu'ici, les taux de consommation de drogue les plus élevés sont désormais enregistrés dans les pays en développement, tandis que certains pays développés produisent une grande partie des stupéfiants.

10. Le Directeur exécutif exprime ses remerciements aux États Membres pour leur soutien financier, puisqu'on s'attend à une augmentation de 30 % des annonces de contributions; il déplore toutefois que 82 % des fonds soient affectés au financement des activités du PNUCID, ce qui dessert les intérêts du Bureau. Il rappelle également que la Convention de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes recommandait le versement à l'ONU d'une partie de la valeur des produits et des biens saisis dans le cadre d'affaires liées au trafic de drogues et engage l'ensemble des États Membres à suivre l'exemple du Luxembourg, seul pays qui utilise l'argent

provenant de la drogue pour financer des activités visant à améliorer la situation au niveau international.

11. Passant au point 107, le Directeur exécutif déclare que 2000 sera une année décisive pour le Centre de prévention de la criminalité internationale si la Convention contre la criminalité transnationale organisée est adoptée comme prévu. Cette convention a deux grands objectifs : d'une part, resserrer la coopération internationale en servant de cadre commun aux différents systèmes juridiques, et d'autre part, établir les normes que les législations nationales doivent respecter pour lutter efficacement contre le crime organisé. Trois protocoles sont par ailleurs en cours d'élaboration, qui portent respectivement sur la fabrication et le commerce illicites d'armes à feu, l'introduction clandestine de migrants et la traite de personnes, en particulier de femmes et d'enfants. Plus de 125 États Membres participent aux négociations.

12. La décennie écoulée a vu proliférer les associations transnationales de malfaiteurs qui, profitant du relâchement de l'autorité des États, du démantèlement des barrières commerciales et de la disparition des frontières, exploitent les possibilités offertes par la mondialisation de l'économie. Ces groupes sont en outre très violents, comme en témoignent les chiffres avancés par le Ministère russe de la lutte contre le crime organisé : en sept ans, la criminalité a augmenté de 750 % et il a été fait état en 1998 de 200 meurtres commis sur contrat. La communauté internationale ne s'interroge plus sur les menaces que le crime organisé représente pour la croissance économique et la stabilité politique : elle a pris conscience que le crime mondialisé est l'une des menaces les plus sérieuses pesant sur sa prospérité au siècle prochain.

13. Aucun pays ne peut faire cavalier seul face à l'expansion du crime organisé et chacun sait que la corruption, le crime organisé et le blanchiment de l'argent – le «capitalisme de copinage» – peuvent à eux trois déstabiliser complètement des systèmes politiques, économiques et sociaux. La Convention contre la criminalité transnationale organisée permettra à tous les pays de recourir à des mesures telles que la confiscation des avoirs, d'utiliser les programmes de protection des témoins et de bénéficier du renforcement de la coopération judiciaire. Il faut également parvenir à abolir le secret bancaire lorsqu'il entrave les enquêtes criminelles et prendre des mesures sévères à l'encontre de ceux qui utilisent les centres financiers extraterritoriaux pour blanchir leur argent. Le Directeur exécutif exprime l'espoir que le dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui doit se tenir à Vienne au printemps 2000, mettra l'accent sur l'élaboration de mesures qui ne

se limitent pas aux dispositions énoncées dans la Convention et les protocoles susmentionnés, que les gouvernements concernés s'engageront à agir en s'inspirant des objectifs et des échéances fixées, et que la Convention prévoira l'instauration du mécanisme nécessaire à sa mise en œuvre, s'agissant notamment de donner aux pays en développement les moyens d'appliquer concrètement les dispositions les plus importantes.

14. Le Centre de prévention de la criminalité internationale a défini un certain nombre de domaines prioritaires auxquels l'ONU peut contribuer utilement, en particulier les trois programmes mondiaux visant à compléter la Convention.

15. Le premier programme est axé sur la lutte contre la corruption, dont une récente étude de la Banque mondiale a établi qu'elle nuisait au bien-être public et à l'activité du secteur privé, et qu'elle pouvait être fortement institutionnalisée. Le FMI a de son côté démontré que les investissements dans les pays touchés par la corruption étaient inférieurs de près de 5 % à ceux des autres pays. Le programme mondial de lutte contre la corruption doit aider les pays à élaborer des contre-mesures, à former des responsables, des juges, des procureurs et des experts en matière de finances. Pour que son programme ne fasse pas double emploi avec d'autres, le Centre s'est concerté avec la Banque mondiale et Transparency International, en particulier. Le Forum mondial sur la lutte contre la corruption, organisé sur l'initiative du Vice-Président des États-Unis d'Amérique, a rassemblé plus de 60 pays représentés par de hauts fonctionnaires qui sont convenus de renforcer les mesures de lutte contre la corruption. Le Directeur exécutif précise qu'il revient d'Afrique du Sud, où s'est tenue la Conférence internationale sur la lutte contre la corruption, et assure la Troisième Commission que très peu de questions à l'ordre du jour international ont autant d'importance que celle de la lutte contre la corruption.

16. Le deuxième programme est consacré au trafic d'êtres humains. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 4 millions de migrants illégaux sont victimes chaque année de ce trafic, qui représente entre 5 et 7 milliards de dollars de gains illicites pour les trafiquants. Ces chiffres ne se rapportent malheureusement qu'à une infime partie du trafic, en particulier si l'on pense aux femmes et aux enfants sexuellement ou économiquement exploités. Les organisations de malfaiteurs ne sont pas étrangères à ce trafic et le programme mondial de lutte contre la traite d'êtres humains tend à promouvoir la création de «coalitions» entre les organismes chargés d'appliquer les lois, les services d'immigration, les associations d'aide aux victimes et les organisations de défense

des droits de l'homme, l'union faisant la force face à un tel problème.

17. Dans le cadre du troisième programme, axé sur les menaces liées au crime organisé, le Centre étudie les associations de malfaiteurs partout dans le monde afin de rassembler des informations fiables, de déterminer des tendances et d'analyser la situation. Ses conclusions serviront notamment de base au rapport mondial sur la criminalité organisée dont les États Membres pourront s'inspirer pour prendre des décisions mieux informées.

18. Sous l'égide du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime, le Centre a déjà commencé à appliquer ces programmes à l'échelle nationale, notamment en Afrique du Sud où M. Mbeki et M. Mandela ont assuré le Directeur exécutif de leur appui. L'adoption de la Convention amènera un surcroît de travail pour le Centre, qui doit s'efforcer de prendre les devants et d'aider les pays à concrétiser leurs engagements.

19. Le Directeur exécutif rappelle que la réorganisation du Centre s'est achevée en 1998. Les gouvernements ont appuyé les réformes entreprises et le budget de fonctionnement du Centre a été décuplé, passant de 274 000 dollars en 1996 à plus de 3 millions de dollars en 1999, ce qui, ajouté aux nouvelles annonces de contributions, devrait favoriser les activités de coopération technique.

20. Rappelant aussi que le Centre international de Vienne a fêté le vingtième anniversaire de sa création, le Directeur exécutif conclut en soulignant que les programmes de contrôle du trafic de drogues et de lutte contre la criminalité sont les grandes raisons d'être de la présence du Secrétaire de l'ONU à Vienne.

21. **M. Bhatti** (Pakistan) dit que sa délégation est préoccupée par les chiffres cités par le Directeur exécutif, et ajoute que le trafic illicite de drogues représente 8 % du commerce mondial et le blanchiment d'argent de 2 à 5 % du PNB mondial, le chiffre d'affaires du crime organisé s'élevant quant à lui à 1,8 milliard de milliards de dollars. La délégation pakistanaise souscrit sans réserve à l'opinion du Directeur exécutif selon laquelle l'instrument le plus efficace actuellement est le développement de substitution.

22. Pays de transit dans une région très touchée par le trafic de drogues, le Pakistan aimerait savoir en quoi consiste l'action du PNUCID sur son territoire, en particulier en matière d'activités de substitution. Puisque, dans le sud de l'Afghanistan, la culture du pavot à opium a augmenté de 70 % en dépit de la destruction d'une partie des cultures, la délégation pakistanaise demande si des négociations ont été entamées avec le Gouvernement afghan, qui semble manifester la volonté de lutter contre

le trafic de drogues, et sollicite l'avis du Directeur exécutif à cet égard. Le Pakistan s'interroge aussi sur l'action du PNUCID contre le blanchiment d'argent et fait valoir que le caractère international de ce problème exige une stratégie très ferme et très efficace.

23. Se référant au Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre des conclusions de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale et sur l'application de la résolution 53/115 (A/54/186), **M. Valdivieso** (Colombie) dit qu'il conviendrait d'exposer brièvement les grandes lignes de l'accord conclu en avril 1999 entre le PNUCID et l'Agence spatiale européenne (ASE).

24. **M. Fadaifard** (République islamique d'Iran) assure le Directeur exécutif du soutien et de la coopération sans réserve de son pays dans la lutte contre le trafic illicite de drogues, ce souci étant motivé par le fait que la géographie place l'Iran entre les principaux producteurs de drogues à l'est et les principaux marchés de la drogue à l'ouest. Rappelant les statistiques présentées par le Directeur exécutif, M. Fadaifard, revenant sur l'augmentation de la production d'opium en Afghanistan, s'interroge sur les prochaines mesures qui seront prises et demande si le PNUCID va réviser voire durcir sa politique envers l'Afghanistan.

25. **M. Arlacchi** (Secrétaire général adjoint et Directeur exécutif du Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime), répondant aux deux questions concernant l'Afghanistan, dit que sur le plan des cultures illicites, la situation s'est détériorée dans ce pays, comme le Bureau le prévoyait depuis deux ans, faute d'un effort suffisant de la communauté internationale. Le Bureau a néanmoins obtenu des Taliban une interdiction formelle de la culture du pavot sur tout le territoire et le Gouvernement afghan est prêt à entreprendre un projet dans le nord du pays. Son action ne peut être que limitée en raison de la situation politique générale et du peu de ressources dont il dispose. Les trois provinces d'Afghanistan où la production n'a pas fortement augmenté sont justement celles où le Bureau a lancé des activités de substitution qui exigent un investissement de départ faible et mobilisent les collectivités locales tout en leur apportant les infrastructures minimum qui garantiront la viabilité à long terme de l'opération.

26. Une deuxième stratégie doit parallèlement être mise en place, qui consiste à bâtir un rempart de sécurité autour de l'Afghanistan en renforçant les contrôles frontaliers. Le Bureau a envoyé en Iran plusieurs missions de haut niveau au cours des deux dernières années pour mieux comprendre sa politique de contrôle aux frontières, et il semble que la communauté internationale reconnaisse désormais pleine-

ment l'action menée par ce pays pour tenter d'arrêter les flux d'héroïne et d'opium en provenance d'Afghanistan.

27. Résultat de la politique iranienne, les flux de drogues illicites se sont déplacés vers la frontière avec les républiques d'Asie centrale et en particulier le Tadjikistan. Pour réagir à cet état de choses, le Bureau a créé un organisme de contrôle des drogues qui sera opérationnel dans quelques mois et a passé avec les troupes russes postées le long de la frontière un accord prévoyant une assistance technique pour leur permettre de mieux intercepter les drogues en provenance d'Afghanistan. Le Bureau prévoit d'organiser à la fin du mois de novembre, à Vienne ou à New York, une réunion, au niveau ministériel, entre les vingt et un pays concernés par la situation en Afghanistan afin d'analyser les tendances et de discuter de nouvelles stratégies plus efficaces.

28. Le Bureau entreprend en outre au Pakistan des activités de substitution des cultures.

29. S'agissant du blanchiment d'argent, le Directeur exécutif précise que le PNUCID fournit une assistance technique pour mettre en place un service d'analyse financière et une législation contre le blanchiment d'argent. Il mène à Vienne des négociations avec de nombreux pays pour étudier les mesures à prendre, en particulier sur le plan de la réglementation, afin de préserver la partie saine de l'économie et protéger les pays contre les agissements de criminels se livrant au blanchiment d'argent, et il compte mettre sur pied prochainement une initiative internationale spéciale sur la question de l'activité bancaire extraterritoriale. Enfin, le PNUCID tâche de mieux comprendre les mécanismes du blanchiment d'argent, qui deviennent de plus en plus complexes et travaille pour ce faire en étroite concertation avec le FMI et la Banque mondiale.

30. Pour ce qui est de l'accord conclu avec l'Agence spatiale européenne, il faut rappeler que, à sa dernière session, la Commission des stupéfiants a demandé au Bureau de mettre en place une capacité de surveillance des cultures destinées à la fabrication de drogues en faisant appel aux techniques les plus avancées. Pour ce faire, il faut combiner satellites, photographie aérienne et enquêtes sur le terrain. Le Bureau compte s'adresser à la Commission européenne pour obtenir le financement indispensable. Il est également ouvert à des accords avec d'autres agences spatiales.

31. **Mme Mesdoua** (Algérie) demande s'il ne serait pas temps que la communauté internationale envisage d'élaborer un instrument international traitant spécifiquement de la corruption.

32. **M. de Alba** (Mexique) souhaiterait que le Directeur exécutif apporte quelques précisions sur les activités qu'il sera possible de réaliser dans le cadre du futur plan d'action pour la mise en oeuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues. Il souhaiterait également quelques commentaires sur la manière dont sont pris en compte les rapports présentés par les États, ainsi que sur l'exercice visant à rationaliser la procédure de présentation des rapports, à fiabiliser les sources d'information, et plus généralement à permettre une analyse équilibrée et fiable afin que la communauté internationale puisse mesurer les progrès accomplis et voir si elle est à même de tenir les engagements qu'elle s'est fixés pour les années 2003 et 2008.

33. En ce qui concerne la prévention du crime et le traitement des délinquants, la délégation mexicaine constate avec satisfaction que le Centre a déjà pris certaines mesures pour adapter les programmes dans ce domaine au cours des discussions sur le trafic des migrants. Le Mexique tient à rappeler que les migrants sont des victimes et qu'ils ne doivent en aucune manière être considérés comme des délinquants. A propos de la lutte contre la corruption, y compris la possibilité d'élaborer un instrument complet sur ce thème, le représentant du Mexique souligne qu'un tel instrument serait trop limité s'il s'en tenait uniquement à la pratique des pots-de-vin.

34. La délégation mexicaine voudrait enfin savoir si des progrès ont été enregistrés ou sont attendus en ce qui concerne la fabrication et le commerce illicites d'armes à feu. Elle croit savoir que la phase de négociations conclue le jour même à Vienne a débouché sur des progrès substantiels; il serait peut-être temps que le Secrétariat appuie ces efforts, d'autant qu'il est question que le Centre joue un rôle de coordonnateur chargé notamment d'établir des bases de données, ce qui posera tôt ou tard la question des ressources.

35. **M. Augustus** (Rwanda) demande si le mandat du Bureau s'étend également aux crimes contre l'humanité tels que le génocide car il serait souhaitable que ce dernier puisse aider le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

36. **M. Arlacchi** (Secrétaire général adjoint et Directeur exécutif du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime) dit que trois pays (Hongrie, Liban et Roumanie) ont déjà signé un accord de coopération avec le Bureau par lequel ils s'efforceront de rechercher avec lui les meilleurs moyens de lutter contre la corruption dans leur pays et sur le plan international. Un accord avec l'Afrique du Sud est par ailleurs sur le point d'être signé. Le Directeur exécutif estime qu'avant de penser à élaborer

une convention contre la corruption, il serait sage d'arrêter, pour la fin 2000, le texte final de la convention contre la criminalité transnationale organisée. Il existe à l'échelon régional des exemples fort encourageants d'instruments relatifs à la corruption et la communauté internationale dispose d'une très bonne base pour concevoir une convention de haute qualité, sur le modèle de la future convention contre la criminalité transnationale organisée.

37. Répondant à la question posée par le Mexique concernant les activités menées depuis la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale pour réduire la demande, le Directeur exécutif indique que le Bureau a lancé récemment un programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues, convaincu que, pour parvenir à réduire efficacement la demande de stupéfiants, il faut d'abord en connaître l'importance. Or, très peu de pays disposant actuellement des outils appropriés et beaucoup n'ayant même aucun service d'évaluation spécialisé, il est urgent de mettre en place les structures essentielles pour que tous les pays du monde puissent disposer de leur propre système d'évaluation de la demande de stupéfiants. Sur le plan financier, un appui plus important serait nécessaire; le Directeur exécutif compte donc soulever cette question à la prochaine réunion de donateurs.

38. Une autre mesure prise par le Bureau après la session extraordinaire de l'Assemblée générale a été d'étendre son programme en matière de prévention, de traitement et de réinsertion. Après un examen exhaustif des opérations du Bureau dans des régions où la demande de stupéfiants est élevée, en particulier le Pakistan et l'Afrique du Sud, l'aide à ces pays a été intensifiée. Il faut en particulier affecter des ressources plus importantes à la construction de centres de traitement et de prévention. Il importe aussi de continuer à mobiliser la jeunesse, formule qui donne des résultats intéressants. Enfin, le Bureau ouvre actuellement une section spéciale sur son site Internet accessible aux toxicomanes et aux éducateurs, et offrant des informations sur des programmes spéciaux destinés aux enfants.

39. S'agissant du trafic d'armes légères, qui fait l'objet d'un des protocoles à la convention contre la criminalité transnationale organisée, il est en effet question que le Centre de prévention de la criminalité internationale centralise les données relatives à ce trafic en coopérant avec d'autres organes et organismes des Nations Unies comme le Département des affaires de désarmement.

40. À la question posée par le Rwanda, le Directeur exécutif répond que le Centre n'est pas compétent pour traiter de ces questions et qu'il n'en a d'ailleurs pas les moyens matériels, ce qui ne signifie pas qu'à l'avenir, on

ne puisse pas établir un lien entre les crimes contre l'humanité et les activités du Centre.

41. **M. Diao** (République populaire de Chine) demande plus de précisions sur les progrès auxquels a abouti la dernière série de négociations sur la Convention contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles.

42. **M. Nour** (Égypte), parlant du déséquilibre entre les contributions affectées à des fins spécifiques et les contributions générales au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, souhaiterait avoir des éclaircissements à ce sujet et aimerait savoir quelle est la destination précise des dons. Il voudrait en outre savoir dans quelle mesure l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et le Centre de prévention de la criminalité internationale pourraient accroître leur coopération.

43. **M. Arlacchi** (Secrétaire général adjoint et Directeur exécutif du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime) dit qu'au cours de la session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée. Des progrès substantiels ont été accomplis, en particulier sur les dispositions de la convention relatives à l'extradition et à l'assistance mutuelle. Le Comité spécial a également examiné la question du blanchiment d'argent et l'engagement manifesté en faveur de principes directeurs sur l'action internationale à mener en la matière est encourageant. La deuxième lecture du texte, avant la fin de l'année, sera l'occasion d'élargir ce consensus.

44. Le Directeur exécutif revient sur la question du financement de l'application de la Convention, qui a été en partie seulement abordée par le Comité spécial. Il serait souhaitable que la Convention prévoie un mécanisme permettant aux pays en développement d'en financer la mise en oeuvre. L'idée a déjà été sérieusement envisagée de créer un fonds des Nations Unies constitué d'un pourcentage des avoirs confisqués aux organisations criminelles qui servirait à aider les pays en développement signataires à mettre en application la Convention.

45. S'agissant de la grande proportion de dons effectués à des fins spéciales, le Bureau tente sans grand succès jusqu'ici d'inverser cette tendance. Néanmoins, l'intérêt manifesté par les États Membres pour les trois programmes relatifs à la corruption, à la traite des êtres humains et à la criminalité organisée est encourageant. L'élargissement de la base des donateurs permettrait au Centre d'intensifier sa coopération avec les instituts criminels rattachés à l'ONU et les autres institutions qui traitent de ces questions dans le monde. On notera, par exemple, que l'Institut

africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI) coopère avec le Centre aux préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.

46. **M. Kääriäinen** (Finlande), prenant la parole au nom de l'Union européenne, des pays associés à l'Union et de l'Islande et la Norvège, deux pays membres de l'AELE, dit que diverses mesures ont été prises pour appliquer les décisions prises à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

47. L'Union européenne attache pour sa part une grande importance au plan d'action sur la réduction de la demande que l'Assemblée générale doit adopter prochainement.

48. L'Union européenne souligne également l'importance des travaux entrepris pour simplifier la présentation des rapports nationaux au PNUCID. La Commission des stupéfiants a chargé un groupe de travail intersessions de formuler à cette fin des principes directeurs grâce auxquels elle devrait pouvoir mieux suivre et orienter les objectifs fixés lors de la session extraordinaire. L'engagement politique des États Membres est indispensable si l'on souhaite rendre les travaux de la Commission et ceux du PNUCID plus efficaces.

49. Les États Membres se sont montrés favorables à un renforcement de la capacité du PNUCID grâce à un financement adéquat (au titre du budget ordinaire comme dans le cadre de contributions volontaires), une simplification du fonctionnement de la Commission des stupéfiants et une coopération interinstitutions accrue. L'Union européenne entend poursuivre son appui au Programme et engage tous les gouvernements à faire de même, moralement et financièrement, pour permettre au PNUCID de s'acquitter du mandat élargi qui lui a été confié à l'issue de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale. D'autres organisations internationales, régionales et nationales, y compris des organisations non gouvernementales, peuvent apporter leurs expériences et un partenariat utile. Il est donc particulièrement bienvenu que le PNUCID se soit associé au Programme ONUSIDA, la question de la drogue et celle du sida présentant des liens évidents. Par ailleurs, l'Union européenne appelle à nouveau tous les États à ratifier les trois conventions des Nations Unies relatives aux stupéfiants et à s'acquitter des obligations qu'elles comportent.

50. Avec l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, l'Union européenne s'est donnée pour objectif d'assurer la protection de ses citoyens dans une zone de liberté, de sécurité et de justice. La lutte contre les drogues illicites

n'est pas dissociable de cette conception. La stratégie de l'Union européenne en matière de drogue pour les années 2000-2004 mettra l'accent sur le principe du partage des responsabilités ainsi que sur une conception mondiale, équilibrée et intégrée du problème de la drogue. Dans le domaine de l'information, l'Observatoire européen des drogues et des stupéfiants met à la disposition des citoyens, des responsables politiques et des professionnels les données dont ils ont besoin pour traiter les problèmes liés à la drogue. Outre les pays d'Europe centrale et orientale avec lesquels l'Observatoire européen intensifie sa coopération, l'Union européenne coopère également, dans le cadre de différents plans d'action, avec l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Afrique et prévoit d'intensifier sa coopération en Asie centrale. Par ailleurs, la première stratégie commune de l'Union européenne adoptée en juin 1999 et axée sur la Russie comporte un volet important sur la coopération dans le domaine des stupéfiants et de la prévention du crime.

51. L'Union européenne a fait de la prévention du crime, et en particulier de la lutte contre la criminalité organisée, l'une des priorités de son action. Elle débat actuellement d'une stratégie qui soulignera par exemple la nécessité d'une coopération accrue entre la police et la justice, visera à consolider le travail de l'Office européen de police et fera une place importante à la localisation, au gel, à la saisie et à la confiscation des revenus du crime. Les pays membres de l'Union ont participé activement à l'élaboration de la Convention contre la criminalité transnationale organisée. L'Union européenne espère que les travaux concernant la Convention et les trois instruments juridiques additionnels seront achevés en 2000 et qu'une fois adoptés, la Convention et ses protocoles seront rapidement ratifiés et appliqués.

52. S'agissant du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, l'Union européenne, tout en se réjouissant qu'on souhaite donner la priorité à l'adoption du projet de convention et de ses protocoles, estime cependant souhaitable que le Programme préserve un équilibre entre les questions concernant la criminalité organisée et d'autres questions plus générales. À cet égard, les débats tenus à l'occasion de la huitième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur des questions telles que la prévention effective du crime, la violence conjugale, la corruption, l'aide aux victimes, les conditions de détention et la justice juvénile ont été les bienvenus.

53. L'Union européenne appuie les efforts de réforme du Centre de prévention de la criminalité internationale et prend note avec intérêt de ses activités concernant la traite

des êtres humains, la corruption et la criminalité transnationale organisée.

54. L'Union européenne attend avec intérêt la tenue en avril 2000 du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Elle se félicite, en particulier, de l'établissement d'un avant-projet de la Déclaration de Vienne : relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle. L'Union européenne encourage un échange d'informations sur des questions d'intérêt commun entre le dixième Congrès et les sessions extraordinaires consacrées au suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et du Sommet mondial pour le développement social.

55. Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales doit constituer l'un des principes de base des politiques relatives aux stupéfiants et à la criminalité. Il convient de s'attaquer aux causes profondes de ces problèmes en réduisant aussi bien la pauvreté et l'exclusion sociale que les facteurs qui rendent possibles et motivent les comportements criminels. Les stratégies adoptées pour faire face au problème mondial de la drogue doivent bénéficier de manière égale aux hommes et aux femmes, et des mesures de politique commerciale devraient être prises pour favoriser le développement des cultures de substitution.

56. L'Union européenne estime que la coopération internationale, qui existe déjà et ne cesse de se développer dans le domaine de la lutte contre les drogues illicites et la criminalité, doit être encore intensifiée dans le cadre des Nations Unies, du fait que seule une action concertée peut permettre de parvenir à des solutions durables dans ce domaine.

57. **M. De Alba** (Mexique), prenant la parole sur le point 108 au nom des pays membres du Groupe de Rio, dit que l'Acte de Veracruz, adopté par les ministres des affaires étrangères des pays du Groupe en mars 1999, réaffirme la nécessité d'une coopération à tous les niveaux, selon le principe du partage des responsabilités pour lutter contre la drogue. Dans le cadre des engagements qu'elle a pris lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la communauté internationale devra notamment se mobiliser pour appuyer le développement des activités de substitution dans les zones de culture illicite, tout en veillant au respect de la législation de chaque pays et des conventions internationales pertinentes.

58. Le Groupe se félicite que la Commission des stupéfiants ait approuvé à l'unanimité le Plan d'action proposé pour la mise en oeuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues,



premier résultat concret de la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Le Plan précise les engagements et les mesures que devront prendre les États et les organisations internationales et régionales pour réduire sensiblement la demande de drogues d'ici à 2008, notamment parmi les groupes les plus vulnérables, définit des actions de prévention, de traitement et de réadaptation et préconise des campagnes d'information. Il démontre ainsi l'intérêt que l'Organisation des Nations Unies porte aux politiques et programmes de santé publique, éléments indispensables d'une approche globale du problème de la drogue.

59. Le Groupe de Rio note également avec satisfaction les progrès considérables réalisés dans l'élaboration de directives concernant la présentation des rapports nationaux et dans la conception de mécanismes devant permettre d'évaluer des perspectives de la coopération internationale en vue de lutter contre la drogue et les difficultés auxquelles se heurte cette coopération.

60. Dans ce contexte, le Groupe de Rio est heureux d'annoncer la conclusion des négociations relatives au Mécanisme d'évaluation multilatérale de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues. Ce mécanisme se fonde notamment sur le respect de la souveraineté, de l'ordre juridique interne des États et du partage des responsabilités. Il se caractérise par la transparence, l'égalité, l'objectivité et exclut toute sanction. Il vise à renforcer la confiance mutuelle et la coopération afin d'accroître l'efficacité de l'action. La Commission des stupéfiants pourra peut-être s'inspirer, dans un avenir proche, des avancées concrètes qu'aura permis de réaliser la mise en oeuvre de ce mécanisme.

61. Parlant au nom de la délégation mexicaine, M. De Alba invite la Commission des stupéfiants à mener à son terme l'élaboration des directives qui permettront d'évaluer de manière objective les progrès réalisés par les pays dans la poursuite des objectifs fixés pour 2003 et 2008.

62. Pour sa part, le Mexique réaffirme sa volonté de lutter contre la drogue sur tous les fronts. Depuis la tenue de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale, il a d'ailleurs activement participé aux forums internationaux et régionaux consacrés à ce problème. À l'échelon national, le Conseil de sécurité nationale a mis en place une nouvelle stratégie de lutte contre le trafic des stupéfiants qui donne d'excellents résultats. Cette stratégie s'appuie sur une meilleure coordination entre les institutions, l'élaboration d'un plan national de lutte contre la production de stupéfiants, le recours à une technologie de pointe, l'augmentation des investissements qui devront atteindre entre 400 et 500 millions de dollars dans les trois

prochaines années et des campagnes de prévention et de sensibilisation de la population.

63. Dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, la délégation mexicaine se félicite des progrès réalisés dans l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée et de ses protocoles en cours de négociation. Le Mexique a contribué à l'élaboration de ces instruments qui portent notamment sur la coopération en matière de lutte contre le blanchiment de l'argent et la corruption, la fabrication illicite et le trafic des armes à feu, le trafic des migrants et la traite des êtres humains, notamment des femmes et des enfants. Plus concrètement, le Mexique a présenté un projet de protocole sur le blanchiment de l'argent et a engagé la réflexion sur le problème de la corruption.

64. Pour le Mexique, les États Membres devront examiner ensemble le contenu et l'orientation des programmes mondiaux contre la traite des êtres humains, la corruption et la délinquance transnationale, sous les auspices du Centre pour la prévention de la criminalité internationale. Il estime également essentielle une meilleure coordination entre les différentes instances qui se consacrent à ces problèmes afin d'écarter tout risque de double emploi.

65. **M. Dlamini** (Swaziland), prenant la parole au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), déclare qu'il faut renforcer la coopération internationale qui reste essentielle dans le domaine de la lutte contre le trafic des drogues et la criminalité transnationale organisée.

66. La SADC se félicite des progrès réalisés dans les préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. L'avant-projet de la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice constitue une bonne base pour les négociations qui se tiendront lors du dixième Congrès, puisqu'il tient compte des résultats des réunions préparatoires régionales et des objectifs de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines de la prévention du crime et de la justice pénale.

67. Compte tenu de l'importance du Congrès, la SADC souhaite que les pays y soient représentés à un niveau politique élevé afin de sensibiliser les responsables politiques et de mobiliser la volonté politique nécessaire à la lutte contre la criminalité organisée. Par ailleurs, elle note avec satisfaction que l'un des quatre ateliers qui se tiendront dans le cadre du Congrès a pour thème «Les femmes et le système de justice pénale».

68. La SADC se félicite des progrès notables accomplis dans l'élaboration d'une convention internationale contre

la criminalité organisée et de protocoles relatifs à la traite des femmes et des enfants, au trafic des migrants et au trafic des armes à feu. Elle espère que ces instruments seront adoptés lors de la Conférence des plénipotentiaires, en 2000. Elle espère aussi que tous les pays en développement qui le souhaitent pourront obtenir l'assistance financière nécessaire pour participer à cette Conférence.

69. La SADC estime encourageant qu'en dépit de ressources limitées, l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants se soit montré efficace et ait pu entreprendre un certain nombre de projets, dont une étude consacrée à l'incidence de la criminalité sur le développement dans les pays d'Afrique australe. Compte tenu de l'intérêt qu'il revêt pour l'Afrique, la SADC souhaite que l'Institut puisse poursuivre la coopération avec le Centre de prévention de la criminalité internationale, le Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et les organismes internationaux et régionaux.

70. L'Afrique australe qui, comme toutes les autres régions du monde, pâtit des effets néfastes des stupéfiants, s'est dotée, par l'intermédiaire de la SADC, d'un certain nombre de moyens pour y faire face. La Communauté a ainsi mis en place un Comité de lutte contre la drogue et une base de données sur la lutte contre la drogue qui devraient faciliter la mise en oeuvre du Programme régional de la SADC pour la lutte contre la drogue. La SADC espère que le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, qui a lancé une initiative nouvelle en matière d'assistance aux gouvernements, coopérera avec la SADC, notamment pour renforcer le Réseau épidémiologique de la Communauté.

71. La SADC a récemment signé avec le Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime un mémorandum d'accord qui devrait faciliter la mise en oeuvre du Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution. Elle se félicite, par ailleurs, du soutien que lui apporte l'Union européenne.

72. **Mme Lee** (Singapour), prenant la parole sur le point 107 de l'ordre du jour, dit que son pays appuie d'autant plus l'action menée par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale dans le domaine de la criminalité transnationale organisée que Singapour, petit pays insulaire, sert malheureusement de plaque tournante à des activités criminelles et de lieu de transit pour le commerce international des drogues. Dans son effort pour protéger la société de ces influences pernicieuses, le pays a maintenu dans sa législation la peine capitale, mue par la conviction

que les droits de chaque individu doivent être considérés par rapport aux droits de l'ensemble de la communauté. Pour Singapour, les droits de l'accusé, qui doit bénéficier des garanties judiciaires voulues, ne doivent pas faire oublier les droits des victimes des crimes, qui doivent pouvoir user de recours justes et efficaces et utiles ni ceux de la communauté tout entière.

73. Singapour, qui respecte la position des pays qui ont aboli la peine de mort, estime que ces pays devraient également respecter la sienne et celle d'autres États qui considèrent la peine de mort comme un élément nécessaire de leur système de justice pénale. Elle ne peut donc que déplorer la position de l'Union européenne qui essaie d'imposer aux autres États ses vues dans ce domaine. Elle rappelle à ce propos que le seul instrument international faisant obligation aux États d'abolir la peine de mort est le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques que seuls 38 États parties ont ratifié depuis son entrée en vigueur en juillet 1991. Les obligations assumées par ces 38 États parties ne sauraient s'étendre aux États non parties. Or, par sa résolution sur la peine de mort, l'Union européenne essaie d'obliger des États qui ne sont pas parties au deuxième Protocole facultatif d'en respecter les dispositions, déniaient par là à ces États le droit souverain de choisir et violant de ce fait le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies.

74. **M. Kiriella** (Sri Lanka), prenant la parole sur le point 107, se félicite des résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de mai 1999 portant l'une sur le projet de convention contre la criminalité transnationale organisée et ses trois projets de protocole et l'autre sur l'élaboration éventuelle d'un instrument international relatif à la fabrication illicite et au trafic d'armes à feu, à laquelle Sri Lanka est pleinement favorable.

75. Il faut mentionner en outre la résolution VI sur l'administration de la justice pour mineurs qui met l'accent sur l'assistance à apporter aux enfants et aux jeunes pour les empêcher de tomber dans la criminalité et sur la nécessité de la rééducation, de la réadaptation et de la réinsertion des jeunes délinquants, solutions préférables à l'emprisonnement. L'abus des drogues et la délinquance juvénile sont symptomatiques du malaise que connaissent les jeunes à l'heure actuelle, et auquel chacun doit honnêtement réfléchir.

76. S'agissant du point 108 de l'ordre du jour, Sri Lanka, qui a souffert du terrorisme et du trafic d'armes, appuie pleinement les préoccupations contenues dans la Déclaration politique adoptée en juin 1998 lors de la vingtième

session extraordinaire de l'Assemblée générale quant aux liens entre la production illicite et le trafic de drogues, d'une part, et l'action des groupes terroristes, de l'autre.

77. Sans être un pays producteur de drogues non plus qu'un grand consommateur, Sri Lanka craint pourtant, étant donné la proximité du Croissant d'or et du Triangle d'or, les effets négatifs des problèmes liés à la drogue qui se sont fait particulièrement sentir dans les 20 dernières années. La Présidente de Sri Lanka a donc créé, en août 1997, un Comité spécial chargé d'élaborer une politique et un programme nationaux sur l'alcool, le tabac et les drogues illicites, dont les recommandations vont dans le sens de celles qu'ont élaborées l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. En outre, plusieurs projets de loi ont été présentés au Parlement.

78. Malgré le conflit interne qui a secoué le pays, les différentes religions de l'île coexistent dans l'harmonie, grâce au principe de tolérance prôné par le bouddhisme, principale religion de Sri Lanka. Lors de la Conférence internationale bouddhiste tenue en novembre 1998, les participants ont demandé que la fête du Vesak, célébrée en mai, soit déclarée jour férié de l'Organisation des Nations Unies. Une résolution à cet effet sera présentée à l'Assemblée générale et Sri Lanka ne doute pas qu'elle recevra des États Membres l'attention qu'elle mérite.

79. **M. Valdivieso** (Colombie), prenant la parole sur le point 108, souligne que le Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime a dressé un tableau assez sombre de la situation actuelle dans le monde en signalant quatre tendances claires : l'augmentation de la consommation mondiale et la possibilité que les sources d'approvisionnement de drogues se multiplient et se diversifient; la présence croissante de drogues synthétiques; une relation plus étroite entre les organisations criminelles de drogues qui opèrent sur les divers marchés mondiaux et la légalisation possible, à l'avenir, des drogues les moins dangereuses. Pour lutter contre ces tendances, il faut, en sus des instruments juridiques internationaux et des organes appropriés de contrôle, que les États fassent montre de la volonté politique d'agir ensemble, laquelle a d'ailleurs été illustrée par les conclusions adoptées lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale. La Colombie, qui a activement contribué à l'élaboration du texte final en tant que membre de la Commission des stupéfiants et du groupe d'experts internationaux se réjouit de l'adoption prochaine par l'Assemblée générale du Plan d'action pour la mise en

oeuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues.

80. Un des effets regrettable de la mondialisation est que les organisations criminelles utilisent les moyens modernes de transport, de communications et de transferts bancaires internationaux pour créer de nouveaux réseaux de distribution et coordonner leur action avec celle des réseaux déjà en place. On ne peut donc que se féliciter des progrès réalisés dans l'élaboration de la future convention contre la criminalité transnationale organisée et de ses trois protocoles, dont l'un réprime la production et le commerce illégaux d'armes à feu. Il faut en outre, comme l'a recommandé la session extraordinaire de l'Assemblée générale, que le secteur privé, dans tous les pays, se montre plus résolu à lutter contre ce phénomène. Les institutions financières, l'industrie chimique et les sociétés commerciales doivent refuser de tremper dans des opérations de blanchiment, de contrebande d'armes ou de diversion de précurseurs chimiques.

81. La Colombie soutient fermement les efforts déployés par la communauté internationale dans ce domaine et, étant donné les progrès sensibles réalisés dans la lutte contre la drogue en Colombie, est toute prête à mettre son expérience au service des autres États et à tirer parti de la leur. Tout récemment, une opération multinationale lancée contre un groupe de criminels a permis de réaliser un coup de filet et de démanteler ainsi l'une des structures les plus puissantes de la criminalité organisée dans le domaine de la drogue. La nécessité d'instaurer la paix dans le pays devenant pressante, la Colombie a présenté à plusieurs gouvernements et organisations internationales un plan de paix, de prospérité et de renforcement de l'État et a mis en train un nouveau plan national de lutte contre la drogue pour les années 1998-2002.

82. La Colombie a par ailleurs signé des accords avec plusieurs pays et organisations internationales (dont les États-Unis et l'Union européenne) et a conclu de nouveaux arrangements avec les pays voisins pour assurer la surveillance des frontières et mener des opérations conjointes. Elle a en outre participé à l'élaboration d'un mécanisme d'évaluation multilatérale avec d'autres pays du continent américain.

83. **Mme Leyton** (Chili), prenant la parole sur le point 108, précise, en s'associant à la déclaration de la délégation mexicaine, que son pays a pris une part active à toutes les initiatives que l'Organisation des Nations Unies a prises concernant cette question. Le Chili est convaincu que les problèmes qui se posent appellent une démarche concertée, qui s'appuie sur le principe du partage des

responsabilités et le respect de la souveraineté des pays et des conventions multilatérales pertinentes.

84. À l'échelon régional, le Chili a participé aux activités de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues et de l'Organisation des États américains et aux deux sommets présidentiels interaméricains tenus en 1994 et 1998. Dans le cadre des engagements qui le lient au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, le Chili a pris une part active à divers programmes sous-régionaux, notamment la mise en place de systèmes d'information et la formation de fonctionnaires gouvernementaux.

85. Sur le plan interne, le Chili a pris les dispositions juridiques nécessaires pour prévenir et sanctionner le blanchiment d'argent et pour faciliter la coopération judiciaire. Il applique tous les traités et accords pertinents, notamment la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substance psychotropes. Les programmes mis en place pour prévenir la fabrication, le trafic et l'abus des drogues ont donné des résultats encourageants dont se sont fait l'écho les deux derniers rapports de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

86. S'agissant de l'élaboration de nouveaux programmes et stratégies pour réduire la demande de drogues, le Chili a opté pour une démarche globale qui, outre l'intervention de l'État, fait appel à l'initiative de la société civile. Il s'agit notamment d'oeuvrer avec cette dernière à mener à bien les programmes de prévention, de traitement et de réinsertion. La mise en oeuvre de ces programmes devrait permettre au Chili de réduire sensiblement, d'ici à 2008, la demande et le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes.

87. **M. Umeda** (Japon), prenant d'abord la parole sur le point 107, précise que, depuis l'adoption de la Déclaration politique de Naples et du Plan d'action mondial, le Japon a intensifié ses efforts pour promouvoir la coopération internationale et prendre, sur le plan national, des mesures pour lutter contre la criminalité transnationale organisée. Il estime à cet égard qu'il faut donner la priorité aux négociations en vue de l'élaboration d'une convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses trois protocoles afin qu'on puisse achever la mise au point du texte à la fin de l'an 2000.

88. Il importe en outre que, parallèlement aux instruments juridiques, les pays développent de leur plein gré la coopération internationale. Le Japon fournit donc une assistance technique dans le domaine de l'échange d'informations et de l'application des lois. Il a en outre

présenté trois projets de loi à la Diète japonaise (que celle-ci a approuvés le 13 août 1999), qui répriment la criminalité organisée, autorisent l'interception des communications électroniques dans le cadre des enquêtes menées sur des crimes graves et assurent la protection des témoins lors du procès. Si l'on ne peut que se réjouir de l'action entreprise par les Nations Unies pour élaborer des normes et traités internationaux, force est de reconnaître qu'il appartient néanmoins à chaque gouvernement de les appliquer et de veiller à l'exécution de son programme de justice pénale. Dans cet ordre d'idées, le Japon est vivement préoccupé par le projet de résolution sur la peine capitale que l'Union européenne a l'intention de présenter, étant donné que cette question controversée ne peut que diviser les pays, alors que ceux-ci doivent travailler étroitement ensemble pour lutter contre la criminalité.

89. Passant ensuite au point 108, le Japon se félicite de l'engagement politique pris au plus haut niveau par les gouvernements de divers pays pour lutter contre la drogue mais souligne qu'il est essentiel à ce stade de veiller à l'application rapide et efficace de la Déclaration politique et du Plan d'action mondial.

90. Étant donné qu'on ne pourra sortir du cercle vicieux de la drogue qu'en réduisant la demande et que, dans ce domaine, la prévention est plus efficace que le traitement ou la réinsertion, le Japon appuie pleinement la politique énoncée dans le Plan d'action pour la mise en oeuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues et estime en particulier qu'il faut fournir aux jeunes aussitôt que possible des informations objectives sur tout ce qui touche à la drogue.

91. Le problème de la fabrication, du trafic et de l'abus des stimulants du type amphétamine revêtant une dimension mondiale, le Japon appuie les efforts déployés par le PNUCID pour obtenir des informations à ce sujet avant de lancer une action efficace.

92. Étant donné l'importance de la coopération régionale, le Japon a accueilli dans le cadre du suivi de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale une Conférence asiatique sur la répression en matière de drogues qui s'est tenue en février 1999 à Tokyo.

93. Sur le plan national, le Gouvernement japonais a lancé, à l'initiative du Premier Ministre, une nouvelle stratégie quinquennale pour prévenir l'abus des drogues qu'il a axée sur les jeunes, la répression des trafiquants, les contrôles frontaliers et l'amélioration des services médicaux et dont l'application se déroule de façon très satisfaisante.

*La séance est levée à 13 h 10.*